

IRLANDE

La croissance économique devrait devenir progressivement plus modérée. L'économie irlandaise est déjà pénalisée par la perspective du Brexit, en particulier les exportations et l'investissement des entreprises. Elle continuera néanmoins de croître grâce à une solide demande intérieure et à la forte progression de l'emploi et des salaires.

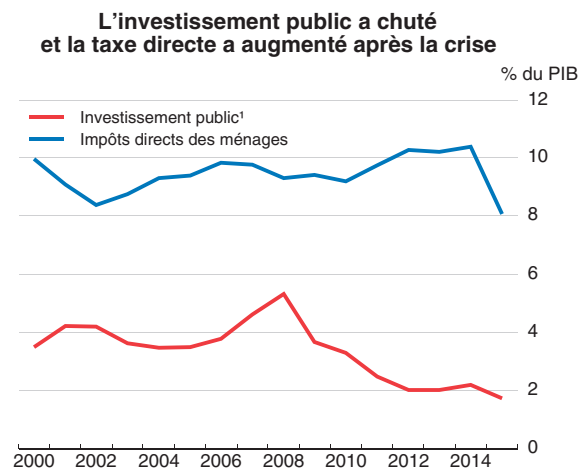
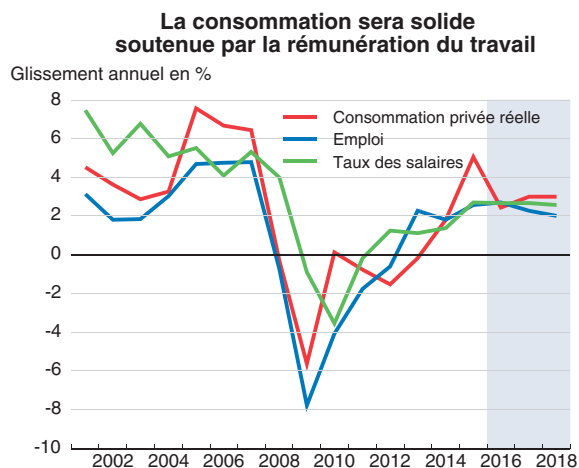
L'orientation de la politique budgétaire devrait être globalement neutre. Elle freinera moins l'activité qu'au cours des années précédentes, mais cela ne devrait pas empêcher le gouvernement d'atteindre son objectif d'équilibre budgétaire à moyen terme. Les conditions financières resteront globalement favorables. Les réformes structurelles devraient donner la priorité au retour à l'emploi d'un plus grand nombre de personnes et au réaménagement du système de prélèvements et de prestations dans la perspective d'une croissance mieux partagée.

L'investissement public reste faible et les impôts directs ont augmenté après la crise. La marge budgétaire dont dispose le pays grâce à une croissance vigoureuse et au faible niveau des taux d'intérêt pourra être utilisée pour supprimer certaines mesures prises après la crise. Le plan sexennal 2016-2021 d'investissements dans les infrastructures ramènera l'investissement public à son niveau d'avant la crise. La contribution sociale universelle (*universal social charge*), prélèvement sur le revenu instauré après la crise, devrait être réduite comme prévu.

L'expansion est générale

D'après les estimations, la croissance du PIB s'est établie à un peu moins de 4 ½ pour cent en 2015, hors facteurs exceptionnels imputables aux entreprises multinationales, et elle s'est poursuivie à ce rythme tout au long de l'année 2016. Le secteur intérieur a gagné du terrain et son activité demeure soutenue, ce qui favorise une croissance solide de l'emploi. Le taux de chômage a diminué, alors que le taux d'activité reste un peu faible. La

Irlande



1. Formation de capital fixe des administrations publiques.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 100.

Irlande : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2014)				
PIB aux prix du marché	180.0	8.5	26.3	4.3	3.2	2.3
Consommation privée	79.9	1.8	5.1	2.4	3.0	3.0
Consommation publique	30.6	4.6	0.2	4.0	2.1	2.0
Formation brute de capital fixe	32.9	18.0	32.5	11.7	7.1	3.8
Demande intérieure finale	143.4	6.2	11.1	5.0	4.1	3.1
Variation des stocks ¹	2.9	1.5	-0.6	0.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	146.3	7.8	9.8	4.8	3.8	3.0
Exportations de biens et services	191.0	14.4	34.5	2.8	2.8	2.9
Importations de biens et services	157.3	15.3	21.7	3.6	3.4	3.7
Exportations nettes ¹	33.7	1.9	18.4	0.1	0.3	0.2
<i>Pour mémoire</i>						
VAB ² , à l'exclusion des secteurs dominés par des entreprises multinationales	—	8.7	4.4
Déflateur du PIB	—	-1.2	4.9	0.1	3.6	3.0
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	0.3	0.0	0.0	1.5	2.0
Déflateur de la consommation privée	—	1.5	0.6	1.3	1.6	2.2
Taux de chômage	—	11.3	9.4	7.9	7.1	6.7
Solde des administrations publiques ^{3,4}	—	-3.7	-1.9	-0.9	-0.5	0.0
Dette brute des administrations publiques ³	—	124.1	92.7	91.0	88.9	86.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³	—	105.4	78.7	77.1	75.0	72.2
Balance des opérations courantes ³	—	1.7	10.2	9.5	9.7	9.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Valeur ajoutée brute.

3. En pourcentage du PIB.

4. Le déficit inclut l'effet des mesures ponctuelles de recapitalisations dans le secteur bancaire.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 100.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933441361>

croissance des salaires est élevée mais les tensions inflationnistes sont limitées en raison du contexte mondial d'inflation basse. L'augmentation sensible des revenus du travail stimule la consommation des ménages. Les investissements immatériels des entreprises multinationales ont fait augmenter l'investissement total, tandis que l'investissement des entreprises du secteur intérieur, bien que plus modeste, a progressé régulièrement.

La politique budgétaire devrait être prête à stabiliser la croissance en cas de turbulences liées au Brexit

L'économie irlandaise est déjà pénalisée par les résultats du référendum sur le Brexit, comme en témoigne, par exemple, l'érosion de la confiance des entreprises. L'Irlande est le pays qui pourrait avoir à souffrir le plus des négociations du Brexit et de leurs conséquences. Le ralentissement de la croissance au Royaume-Uni, pays qui absorbe 15 % des exportations irlandaises, et la forte dépréciation de la livre sterling constituent un formidable défi pour les entreprises, en particulier dans des secteurs comme l'agriculture, l'alimentation, les textiles et les métaux.

Les conditions financières resteront favorables grâce à la politique monétaire accommodante de la zone euro. Cependant, le niveau toujours élevé de la dette des entreprises et des créances improductives pèsera sur le crédit bancaire, ce qui pénalisera les entreprises irlandaises, notamment les PME, qui doivent composer avec des taux de prêt parmi les plus élevés de la zone euro.

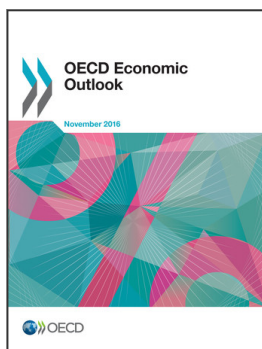
La politique budgétaire devrait être globalement neutre en 2017 et 2018. Les efforts d'assainissement passés et la vigueur de la croissance ont contribué à une forte réduction du déficit budgétaire, et la dette publique est sur une trajectoire descendante. Grâce à l'amélioration de la situation budgétaire, les pouvoirs publics disposent d'une marge qu'ils pourraient utiliser pour soutenir la croissance en cas de chocs liés au Brexit ou autres menaces pour l'expansion économique.

Après la crise, l'Irlande a dû réduire l'investissement public et augmenter les impôts directs dans des proportions plus importantes que partout ailleurs dans la zone OCDE. L'amélioration tendancielle de la situation budgétaire permet d'envisager un certain assouplissement de ces mesures, y compris un allègement d'impôt en 2017 pour les ménages les plus modestes, ce qui devrait leur redonner du pouvoir d'achat et constituer une incitation à travailler, favorisant ainsi une croissance mieux partagée. Le plan sexennal de grands travaux d'infrastructure pour la période 2016-2021 augmentera l'investissement public de 0.5 point de pourcentage par rapport au PIB au cours des six prochaines années, inversant les baisses passées. Ces investissements devraient être propices à la croissance. Si de nouvelles marges de manœuvre budgétaires devenaient disponibles, ce plan mériterait d'être développé.

La croissance se poursuivra mais les risques sont importants

L'économie irlandaise devrait connaître un ralentissement. La hausse des revenus du travail stimulera la consommation et les exportations progresseront de façon régulière, parallèlement aux marchés extérieurs, mais l'investissement enregistrera un net recul, étant privé de la contribution des entreprises multinationales et en perte de vitesse dans le secteur intérieur. Toutefois, comme le marché du travail est tendu, la hausse des salaires et des prix s'accélénera.

Parmi les risques d'évolution à la baisse, le Brexit pourrait peser davantage que prévu sur l'économie irlandaise, même s'il est également possible que certaines entreprises délocalisent leurs activités en Irlande. À l'inverse, les prix de l'immobilier pourraient augmenter plus vite que prévu, ce qui soutiendrait l'activité dans le secteur de la construction à court terme. Néanmoins, si cela se traduisait par une nouvelle augmentation de la dette privée, l'Irlande se trouverait alors fragilisée en cas de résurgence des perturbations sur les marchés financiers.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2016 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2016-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Irlande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2016 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2016-2-26-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.